

CHAPITRE 3. — *Entrée en vigueur*

**Art. 6.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 5, qui entre en vigueur à la date fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Poitiers, le 10 août 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires étrangères et des Affaires européennes,  
D. REYNDEERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) *Session 2014-2015.*

Chambre des représentants.

*Documents.* — Projet de loi, 54-1200/1. — Rapport fait au nom de la commission, 54-1200/2. — Texte adopté par la commission, 54-1200/3. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 54-1200/4.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2015/00440]

**10 AOUT 2015.** — *Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue d'une meilleure prise en compte des menaces contre la société et la sécurité nationale dans les demandes de protection internationale* (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente loi transpose partiellement :

1° la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire et au contenu de cette protection (refonte);

2° la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte).

**CHAPITRE 2.** — *Modifications de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

**Art. 3.** Dans l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, remplacé par la loi du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "57/6, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°" sont remplacés par les mots "55/3/1, § 2, 1° et 2°";

HOOFDSTUK 3. — *Inwerkingtreding*

**Art. 6.** Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, behalve artikel 5, dat in werking treedt op de datum bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Poitiers, 10 augustus 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,  
D. REYNDEERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

*Stukken.* — Wetsontwerp, 54-1200/1. — Verslag namens de commissie, 54-1200/2. — Tekst aangenomen door de Commissie, 54-1200/3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 54-1200/4.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2015/00440]

**10 AUGUSTUS 2015.** — *Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen om beter rekening te houden met de bedreigingen voor de samenleving en de nationale veiligheid in de aanvragen tot internationale bescherming* (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van :

1° de richtlijn 2011/95/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming (herschikking);

2° de richtlijn 2013/32/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende gemeenschappelijke procedures voor de toekenning en intrekking van de internationale bescherming (herschikking).

**HOOFDSTUK 2.** — *Wijzigingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

**Art. 3.** In artikel 49 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, vervangen bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "57/6, eerste lid, 7°" vervangen door de woorden "55/3/1, § 2, 1° en 2°";

2° dans le paragraphe 2, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

“Le ministre ou son délégué peut à tout moment demander au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides de retirer le statut de réfugié reconnu à un étranger, conformément à l'article 55/3/1, § 1<sup>er</sup>.”

Le ministre ou son délégué transmet sans délai au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides tout élément en sa possession susceptible de justifier une décision de retrait sur la base de l'article 55/3/1. Sauf indication expresse en ce sens, la transmission de tels éléments ne constitue pas une demande de retrait de statut au sens de l'alinéa 2.”;

3° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 dont le texte actuel, formera l'alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

“En cas d'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> ou de l'alinéa 2 et dans un délai de soixante jours ouvrables, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides rend une décision de retrait du statut de réfugié ou informe l'intéressé et le ministre ou son délégué qu'il n'est pas procédé au retrait de ce statut.”;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

“§ 3. Lorsque le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a abrogé ou retiré le statut de réfugié ou lorsque l'intéressé a renoncé à son statut, le ministre ou son délégué décide si l'intéressé peut être éloigné conformément aux dispositions de la présente loi.”;

5° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

“§ 4. La reconnaissance du statut de réfugié prend fin de plein droit si le réfugié est devenu belge.”.

**Art. 4.** Dans l'article 49/2 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par la loi du 8 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 4, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

“§ 4. Le ministre ou son délégué peut, au cours du séjour limité de l'étranger, à tout moment demander au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides d'abroger le statut de protection subsidiaire accordé à l'étranger, conformément à l'article 57/6, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°. Le ministre ou son délégué peut, pendant les dix premières années de séjour de l'étranger, à compter de la date d'introduction de la demande d'asile, à tout moment, demander au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides de retirer le statut de protection subsidiaire octroyé à l'étranger conformément à l'article 55/5/1.”;

2° dans le paragraphe 4, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

“Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le ministre ou son délégué peut à tout moment demander au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides de retirer le statut de protection subsidiaire accordé à un étranger qui est ou qui aurait dû être exclu conformément à l'article 55/4, § 1<sup>er</sup> ou § 2.”.

Le ministre ou son délégué transmet sans délai au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides tout élément en sa possession susceptible de justifier une décision de retrait sur la base de l'article 55/5/1. Sauf indication expresse en ce sens, la transmission de tels éléments ne constitue pas une demande de retrait du statut au sens de l'alinéa 2. Le ministre ou son délégué transmet également sans délai au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides tout élément en sa possession susceptible de justifier une décision d'exclusion sur base de l'article 55/4, § 2.”;

3° dans le paragraphe 4, l'alinéa 2 dont le texte actuel formera l'alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

“En cas d'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> ou de l'alinéa 2 et dans un délai de soixante jours ouvrables, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides rend une décision de retrait ou d'abrogation du statut de protection subsidiaire ou informe l'intéressé et le ministre ou son délégué qu'il n'est pas procédé au retrait ou à l'abrogation de ce statut.”;

4° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

“§ 5. Lorsque le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a abrogé ou retiré le statut de protection subsidiaire ou lorsque l'intéressé a renoncé à son statut, le ministre ou son délégué décide si l'intéressé peut être éloigné conformément aux dispositions de la présente loi.”;

2° in paragraaf 2 worden tussen het eerste en het tweede lid twee leden ingevoegd, luidende :

“De minister of zijn gemachtigde kan te allen tijde aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen vragen de vluchtelingenstatus die aan een vreemdeling werd erkend, in te trekken overeenkomstig artikel 55/3/1, § 1.

De minister of zijn gemachtigde zendt onverwijld aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen elk element in zijn bezit over dat een beslissing tot intrekking op basis van artikel 55/3/1 zou kunnen rechtvaardigen. Behoudens uitdrukkelijke aanwijzing in die zin, vormt het overzenden van dergelijke elementen geen vraag tot intrekking van het statuut in de zin van het tweede lid.”;

3° in paragraaf 2 wordt het tweede lid, waarvan de bestaande tekst het vierde lid zal vormen, vervangen als volgt :

“De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen neemt in geval van toepassing van het eerste of het tweede lid binnen een termijn van zestig werkdagen een beslissing tot intrekking van de vluchtelingenstatus of hij informeert de betrokkene en de minister of zijn gemachtigde dat niet wordt overgegaan tot de intrekking van dit statuut.”;

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Wanneer de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen de vluchtelingenstatus heeft opgeheven of ingetrokken of wanneer de betrokkene afstand heeft gedaan van zijn status, beslist de minister of zijn gemachtigde of de vreemdeling verwijderd kan worden overeenkomstig de bepalingen van deze wet.”;

5° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

“§ 4. De erkenning van de vluchtelingenstatus vervalt van rechtswege indien de vluchteling Belg is geworden.”.

**Art. 4.** In artikel 49/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wet van 8 mei 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 4 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“§ 4. De minister of zijn gemachtigde kan, gedurende het verblijf van beperkte duur van de vreemdeling, te allen tijde aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen vragen de subsidiaire beschermingsstatus die aan een vreemdeling werd toegekend, op te heffen overeenkomstig artikel 57/6, eerste lid, 4°. De minister of zijn gemachtigde kan, tijdens de eerste tien jaar van het verblijf van de vreemdeling, te rekenen vanaf de datum van de indiening van de asielaanvraag, te allen tijde aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen vragen de subsidiaire beschermingsstatus die aan de vreemdeling werd toegekend, in te trekken overeenkomstig het artikel 55/5/1.”;

2° in paragraaf 4 worden tussen het eerste en het tweede lid twee leden ingevoegd, luidende :

“In afwijking van het eerste lid kan de minister of zijn gemachtigde te allen tijde aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen vragen de subsidiaire beschermingsstatus in te trekken die werd toegekend aan een vreemdeling die uitgesloten wordt of had moeten zijn overeenkomstig artikel 55/4, § 1 of § 2.

De minister of zijn gemachtigde zendt onverwijld aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen elk element in zijn bezit over dat een beslissing tot intrekking op basis van artikel 55/5/1 zou kunnen rechtvaardigen. Behoudens uitdrukkelijke aanwijzing in die zin, vormt het overzenden van dergelijke elementen geen vraag tot intrekking van het statuut in de zin van het tweede lid. De minister of zijn gemachtigde zendt tevens onverwijld aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen elk element in zijn bezit over dat een beslissing tot uitsluiting op basis van artikel 55/4, § 2 zou kunnen rechtvaardigen.”;

3° in paragraaf 4, wordt het tweede lid waarvan de bestaande tekst het vierde lid zal vormen, vervangen als volgt :

“De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen neemt in geval van toepassing van het eerste of het tweede lid binnen een termijn van zestig werkdagen een beslissing tot intrekking of opheffing van de subsidiaire beschermingsstatus of informeert de betrokkene en de minister of zijn gemachtigde dat niet wordt overgegaan tot de intrekking of opheffing van dit statuut.”;

4° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

“§ 5. Wanneer de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen de subsidiaire beschermingsstatus heeft opgeheven of ingetrokken of wanneer de betrokkene afstand heeft gedaan van zijn status, beslist de minister of zijn gemachtigde of de vreemdeling verwijderd kan worden overeenkomstig de bepalingen van deze wet.”;

5° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

“§ 6. La protection subsidiaire prend fin de plein droit si son bénéficiaire est devenu belge.”.

**Art. 5.** Dans l'article 52/4 de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1993 et modifié par les lois des 15 juillet 1996 et 15 septembre 2006, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

“Si l'étranger qui a introduit une demande d'asile conformément aux articles 50, 50bis, 50ter ou 51, constitue, ayant été condamné définitivement pour une infraction particulièrement grave, un danger pour la société ou lorsqu'il existe des motifs raisonnables de le considérer comme un danger pour la sécurité nationale, le ministre ou son délégué transmet sans délai tous les éléments en ce sens au Commissaire général.

Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut refuser de reconnaître le statut de réfugié si l'étranger constitue, ayant été condamné définitivement pour une infraction particulièrement grave, ou lorsqu'il existe des motifs raisonnables de le considérer comme un danger pour la sécurité nationale. Dans ce cas le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides émet un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4.”.

**Art. 6.** A l'article 55, § 3 de la même loi, rétabli par la loi du 22 décembre 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot “conforme” est abrogé;

2° les mots “à l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950” sont remplacés par les mots “aux articles 48/3 et 48/4”.

**Art. 7.** L'article 55/2 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

“Lorsqu'il exclut du statut de réfugié, le Commissaire général rend, dans le cadre de sa décision, un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4.”.

**Art. 8.** Dans la même loi, il est inséré un article 55/3/1 rédigé comme suit :

“Art. 55/3/1. § 1. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut retirer le statut de réfugié lorsque l'étranger constitue, ayant été définitivement condamné pour une infraction particulièrement grave, un danger pour la société ou lorsqu'il existe des motifs raisonnables de le considérer comme un danger pour la sécurité nationale.

§ 2. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides retire le statut de réfugié :

1° à l'étranger qui est ou qui aurait dû être exclu en application de l'article 55/2;

2° à l'étranger dont le statut a été reconnu sur la base de faits qu'il a présentés de manière altérée ou qu'il a dissimulés, de fausses déclarations ou de documents faux ou falsifiés qui ont été déterminants dans la reconnaissance du statut ou à l'étranger dont le comportement personnel démontre ultérieurement l'absence de crainte de persécution dans son chef.

§ 3. Lorsqu'il retire le statut de réfugié en application du paragraphe 1<sup>er</sup> ou du paragraphe 2, 1°, le Commissaire général rend, dans le cadre de sa décision, un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4.”.

**Art. 9.** Dans la même loi, l'article 55/4, inséré par la loi du 15 septembre 2006, dont le texte formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par les paragraphes 2, 3 et 4, rédigés comme suit :

“§ 2. Un étranger est aussi exclu du statut de protection subsidiaire lorsqu'il représente un danger pour la société ou la sécurité nationale.

§ 3. Un étranger peut être exclu du statut de protection subsidiaire si, avant son arrivée sur le territoire, il a commis une ou plusieurs infractions qui ne relèvent pas du champ d'application du paragraphe 1<sup>er</sup> et qui sera(en)t passible(s) d'une peine de prison si elle(s) avai(en)t été commise(s) dans le Royaume, pour autant que l'étranger n'ait quitté son pays d'origine que dans le but d'échapper à des peines résultant de ce(te)s infraction(s).

§ 4. Lorsqu'il exclut du statut de protection subsidiaire, le Commissaire général rend, dans le cadre de sa décision, un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4.”.

5° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

“§ 6. De subsidiaire bescherming vervalt van rechtswege indien de persoon die subsidiaire bescherming geniet, Belg is geworden.”.

**Art. 5.** In artikel 52/4 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1993 en gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1996 en 15 september 2006, worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

“Indien de vreemdeling die een asielaanvraag heeft ingediend overeenkomstig de artikelen 50, 50bis, 50ter of 51, een gevaar vormt voor de samenleving, omdat hij definitief veroordeeld is voor een bijzonder ernstig misdrijf, of als er redelijke gronden bestaan om hem te beschouwen als een gevaar voor de nationale veiligheid, zendt de minister of zijn gemachtigde onverwijld alle elementen in die zin over aan de Commissaris-generaal.

De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen kan weigeren de status van vluchteling te erkennen indien de vreemdeling een gevaar vormt voor de samenleving, omdat hij definitief veroordeeld is voor een bijzonder ernstig misdrijf, of als er redelijke gronden bestaan om hem te beschouwen als een gevaar voor de nationale veiligheid. In dat geval brengt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een advies uit over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4.”.

**Art. 6.** In artikel 55, § 3 van dezelfde wet, hersteld bij de wet van 22 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “eensluidend” wordt opgeheven;

2° de woorden “met artikel 3 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend te Rome op 4 november 1950” worden vervangen door de woorden “met de artikelen 48/3 en 48/4”.

**Art. 7.** Artikel 55/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

“Wanneer de Commissaris-generaal uitsluit van de vluchtelingenstatus, verstrekt hij in het kader van zijn beslissing een advies over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4.”.

**Art. 8.** In dezelfde wet wordt een artikel 55/3/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 55/3/1. § 1. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen kan de vluchtelingenstatus intrekken indien de vreemdeling een gevaar vormt voor de samenleving, omdat hij definitief veroordeeld is voor een bijzonder ernstig misdrijf, of als er redelijke gronden bestaan om hem te beschouwen als een gevaar voor de nationale veiligheid.

§ 2. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen trekt de vluchtelingenstatus in :

1° ten aanzien van de vreemdeling die met toepassing van artikel 55/2 uitgesloten wordt of had moeten zijn;

2° ten aanzien van de vreemdeling wiens status werd erkend op grond van feiten die hij verkeerd heeft weergegeven of achtergehouden, van valse verklaringen of van valse of vervalste documenten die doorslaggevend zijn geweest voor de erkenning van de status of ten aanzien van de vreemdeling wiens persoonlijke gedrag later erop wijst dat hij geen vervolging vreest.

§ 3. Wanneer de Commissaris-generaal de vluchtelingenstatus intrekt met toepassing van paragraaf 1 of van paragraaf 2, 1°, verstrekt hij in het kader van zijn beslissing een advies over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4.”.

**Art. 9.** Artikel 55/4 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met de paragrafen 2, 3 en 4, luidende :

“§ 2. Een vreemdeling wordt ook uitgesloten van de subsidiaire beschermingsstatus wanneer hij een gevaar voor de samenleving of voor de nationale veiligheid vormt.

§ 3. Een vreemdeling kan worden uitgesloten van de subsidiaire beschermingsstatus als hij, vóór zijn aankomst op het grondgebied, een of meerdere misdrijven heeft gepleegd die niet onder het toepassingsgebied van paragraaf 1 vallen en kunnen worden bestraft met een gevangenisstraf als ze in het Koninkrijk waren gepleegd, voor zover de vreemdeling zijn land van herkomst alleen heeft verlaten om te ontsnappen aan straffen die voortvloeiën uit die misdrijven.

§ 4. Wanneer de Commissaris-generaal uitsluit van subsidiaire beschermingsstatus, verstrekt hij in het kader van zijn beslissing een advies over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4.”.



**Art. 10.** Dans la même loi, il est inséré un article 55/5/1 rédigé comme suit :

“Art. 55/5/1. § 1. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut retirer le statut de protection subsidiaire si l'étranger a commis une ou plusieurs infractions qui ne relève(nt) pas du champ d'application de l'article 55/4, § 1<sup>er</sup>, et qui serai(en)t passible(s) d'une peine de prison si elle(s) avai(en)t été commise(s) dans le Royaume, pour autant que l'étranger n'ait quitté son pays d'origine que dans le but d'échapper à des peines résultant de ce(tte)s infractions.

§ 2. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides retire le statut de protection subsidiaire :

1° à l'étranger qui est ou qui aurait dû être exclu, en application de l'article 55/4, §§ 1 ou 2;

2° à l'étranger à qui le statut a été octroyé sur la base de faits qu'il a présentés de manière altérée ou qu'il a dissimulés, de fausses déclarations ou de documents faux ou falsifiés qui ont été déterminants dans l'octroi du statut ou à l'étranger dont le comportement personnel démontre ultérieurement l'absence de risque réel de subir des atteintes graves dans son chef.

§ 3. Lorsqu'il retire le statut de protection subsidiaire en application du paragraphe 1<sup>er</sup> ou du paragraphe 2, 1°, le Commissaire général rend, dans le cadre de sa décision, un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4.”

**Art. 11.** À l'article 57/6 de la même loi, inséré par la loi du 14 juillet 1987 et remplacé par la loi du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 6° est remplacé par ce qui suit :

“6° pour retirer le statut de réfugié ou de protection subsidiaire sur la base des articles 55/3/1 et 55/5/1;”

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 7° est remplacé par ce qui suit :

“7° pour rendre l'avis que le ministre ou son délégué peut solliciter conformément à l'article 17, § 6, afin de savoir si un étranger bénéficie toujours de la protection internationale dans le Royaume;”

3° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 9° à 15° rédigés comme suit :

“9° pour rendre un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4 lorsqu'il refuse de reconnaître le statut de réfugié sur la base de l'article 52/4, alinéa 2;

10° pour rendre un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4 pour l'étranger dont la demande d'asile est déclarée sans objet conformément à l'article 55;

11° pour rendre un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4 lorsqu'il exclut du statut de réfugié sur la base de l'article 55/2;

12° pour rendre un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4 lorsqu'il retire le statut de réfugié sur la base de l'article 55/3/1 § 1<sup>er</sup> ou § 2, 1;

13° pour rendre un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4 lorsqu'il exclut du statut de protection subsidiaire sur la base de l'article 55/4;

14° pour rendre un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4 lorsqu'il retire le statut de protection subsidiaire sur la base de l'article 55/5/1, § 1<sup>er</sup> ou du § 2, 1°;

15° pour rendre l'avis visé à l'article 57/6/1, alinéa 4, pour la détermination de la liste des pays d'origine sûrs.”

**Art. 12.** Dans l'article 57/9 de la même loi, inséré par la loi du 14 juillet 1987 et modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2013, les mots “57/6, 1° à 7°, 57/6/1, 57/6/2 et 57/6/3,” sont remplacés par les mots “52/4, 57/6, 1° à 15°, 57/6/1, 57/6/2 et 57/6/3,”.

**Art. 10.** In dezelfde wet wordt een artikel 55/5/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 55/5/1. § 1. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen kan de subsidiaire beschermingsstatus intrekken als de vreemdeling een of meerdere misdrijven heeft gepleegd die niet onder het toepassingsgebied van artikel 55/4, § 1, vallen en kunnen worden bestraft met een gevangenisstraf als ze in het Koninkrijk waren gepleegd, voor zover de vreemdeling zijn land van herkomst alleen heeft verlaten om te ontsnappen aan straffen die voortvloeien uit die misdrijven.

§ 2. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen trekt de subsidiaire beschermingsstatus in :

1° ten aanzien van de vreemdeling die met toepassing van artikel 55/4, §§ 1 of 2 uitgesloten wordt of had moeten zijn;

2° ten aanzien van de vreemdeling wiens status werd toegekend op grond van feiten die hij verkeerd heeft weergegeven of achtergehouden, van valse verklaringen of van valse of vervalste documenten die doorslaggevend zijn geweest voor de toekenning van de status of ten aanzien van de vreemdeling wiens persoonlijke gedrag later erop wijst dat hij geen reëel risico op ernstige schade loopt.

§ 3. Wanneer de Commissaris-generaal de subsidiaire beschermingsstatus intrekt met toepassing van paragraaf 1 of van paragraaf 2, 1°, verstrekt hij in het kader van zijn beslissing een advies over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4.”

**Art. 11.** In artikel 57/6 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1987 en vervangen bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 6° vervangen als volgt :

“6° om de vluchtelingenstatus of de subsidiaire beschermingsstatus op grond van de artikelen 55/3/1 en 55/5/1 in te trekken;”

2° in het eerste lid wordt de bepaling onder 7° vervangen als volgt :

“7° om het advies te verstrekken dat de minister of zijn gemachtigde kan inwinnen overeenkomstig artikel 17, § 6, om te weten of een vreemdeling nog steeds internationale bescherming geniet in het Rijk;”

3° het eerste lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 9° tot 15° :

“9° om een advies te verstrekken over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4 wanneer hij weigert de vluchtelingenstatus te erkennen op grond van artikel 52/4, tweede lid;

10° om een advies te verstrekken over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4 voor de vreemdeling van wie de asielaanvraag zonder voorwerp wordt verklaard overeenkomstig artikel 55;

11° om een advies te verstrekken over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4 wanneer hij uitsluit van de vluchtelingenstatus op grond van artikel 55/2;

12° om een advies te verstrekken over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4 wanneer hij de vluchtelingenstatus intrekt op grond van artikel 55/3/1 § 1 of § 2, 1;

13° om een advies te verstrekken over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4 wanneer hij uitsluit van de subsidiaire beschermingsstatus op grond van artikel 55/4;

14° om een advies te verstrekken over de verenigbaarheid van een verwijderingsmaatregel met de artikelen 48/3 en 48/4 wanneer hij de subsidiaire beschermingsstatus intrekt op grond van artikel 55/5/1, § 1 of § 2, 1°;

15° om het advies te verstrekken bedoeld in artikel 57/6/1, vierde lid, voor het bepalen van de lijst van veilige landen van herkomst.”

**Art. 12.** In artikel 57/9 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1987 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2013, worden de woorden “57/6, 1° tot 7°, 57/6/1, 57/6/2 en 57/6/3,” vervangen door de woorden “52/4, 57/6, 1° tot 15°, 57/6/1, 57/6/2 en 57/6/3,”.

**Art. 13.** L'article 57/27 de la même loi, inséré par la loi du 14 juillet 1987 et modifié par les lois du 15 septembre 2006 et du 27 décembre 2006, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

“L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas d'application lorsqu'il concerne des renseignements :

1) qui sont portés à la connaissance des services de renseignement et de sécurité et qui sont utiles à l'exécution de leurs missions telles que déterminées dans la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité; ou

2) qui sont demandés par les services de police, par le procureur du Roi, le procureur fédéral ou le juge d'instruction dans le cadre d'une enquête de police ou judiciaire; ou

3) relatifs à des indices d'infractions qui sont portés à la connaissance du procureur du Roi conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle; ou

4) qui, sur demande expresse, sont portés à la connaissance de juridictions européennes ou internationales conformément à la réglementation les concernant; ou

5) concernant des données relatives à l'identité qui sont portées à la connaissance de l'Office des étrangers.

Les autorités visées à l'alinéa 2 ne divulguent pas aux prétendus acteurs de persécutions ou d'atteintes graves à l'encontre du demandeur d'asile les informations concernant la demande d'asile, ni le fait qu'une demande d'asile a été introduite.

Ils ne cherchent pas à obtenir des prétendus acteurs de persécutions ou d'atteintes graves à l'encontre du demandeur d'asile des informations d'une manière telle que ces acteurs soient informés qu'une demande d'asile a été introduite par le demandeur en question, et que l'intégrité physique de ce dernier et des personnes à sa charge, ou la liberté et la sécurité des membres de sa famille qui séjournent encore dans son pays d'origine, soient compromises.”.

**Art. 14.** L'article 74/17, § 1<sup>er</sup> de la même loi, inséré par la loi du 19 janvier 2012, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

“Au cas où le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides rend un avis en application de l'article 57/6, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup> à 14<sup>o</sup> indiquant qu'il existe un risque au regard des articles 48/3 et 48/4, l'éloignement ne peut avoir lieu que moyennant une décision motivée et circonstanciée du ministre ou de son délégué démontrant que l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides n'est plus actuel.”.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Poitiers, le 10 août 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

T. FRANCKEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) *Session 2014-2015.*

Chambre des représentants.

*Documents.* — *Projet de loi*, 54 1197/001. — *Amendements*, 54 1197/002. — *Rapport*, 54 1197/003. — *Texte adopté par la commission*, 54 1197/004. — *Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale*, 54 1197/005.

Voir aussi :

*Compte rendu intégral.* — 15 et 16 juillet 2015.

**Art. 13.** Artikel 57/27 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1987 en gewijzigd bij de wetten van 15 september 2006 en 27 december 2006, wordt aangevuld met drie leden, luidende :

“Het eerste lid is niet van toepassing indien het inlichtingen betreft :

1) die ter kennis worden gebracht van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en die nuttig zijn voor de uitvoering van hun opdrachten zoals bepaald in de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst; of

2) die door de politiediensten, de procureur des Konings, de federale procureur of de onderzoeksrechter worden gevraagd in het kader van een politieel of gerechtelijk onderzoek; of

3) met betrekking tot aanwijzingen van misdrijven die ter kennis worden gebracht van de procureur des Konings overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering; of

4) die op uitdrukkelijk verzoek ter kennis worden gebracht van Europese of internationale rechtbanken conform hun regelgeving; of

5) met betrekking tot gegevens over de identiteit die ter kennis worden gebracht van de Dienst Vreemdelingenzaken.

De in het tweede lid bedoelde overheden delen noch informatie betreffende de asielaanvraag, noch het feit dat een asielaanvraag werd ingediend mee aan de vermeende actoren van vervolging of ernstige schade ten aanzien van de asielzoeker.

Zij winnen bij de vermeende actoren van vervolging of ernstige schade ten aanzien van de asielzoeker geen informatie in op een wijze die ertoe leidt dat deze actoren te weten komen dat een asielaanvraag is ingediend door de betrokken asielzoeker, en dat er gevaar zou ontstaan voor de fysieke integriteit van deze laatste en van de personen te zijnen laste of voor de vrijheid en veiligheid van zijn nog in het land van herkomst verblijvende familieleden.”.

**Art. 14.** Artikel 74/17, § 1, van dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 19 januari 2012, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

“In het geval de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen of de Staatlozen een advies verstrekt met toepassing van artikel 57/6, eerste lid, 9<sup>o</sup> tot 14<sup>o</sup>, dat er een risico bestaat met betrekking tot de artikelen 48/3 en 48/4, kan de verwijdering enkel plaatsvinden wanneer de minister of zijn gemachtigde in een met redenen omklede beslissing omstandig aantoonde dat het advies van de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen niet langer actueel is.”.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Poitiers, 10 augustus 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

T. FRANCKEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Stukken.* — *Wetsontwerp*, 1197/001. — *Amendementen*, 1197/002. — *Verslag*, 1197/003. — *Teksten aangenomen door de commissie*, 1197/004. — *Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd*, 1197/005.

Zie ook :

*Integraal verslag.* — 15 en 16 juli 2015.